

A voix haute

Faisant le constat de mon incapacité à pouvoir changer le cours des choses de l'intérieur, je prends alors date. Ma démission de 1983 trouve aujourd'hui à mon sens, vingt-cinq ans plus tard, toute sa justification. Idem pour celle de 1991, ou quand la France a refusé en 2003 de cautionner l'invasion de l'Irak. Quant à la Corse, les Corses eux-mêmes ont rejeté le statut particulier qu'on leur offrait en 2003 et les Français ont dit non en 2005 à la Constitution européenne ; il y a toujours dans la démission un pari sur l'avenir. A court terme, la réaction des gens est variable. Beaucoup s'écartent de vous dès lors que vous n'êtes plus en mesure de distribuer les postes et les honneurs. Et en quittant un gouvernement, vous perdez beaucoup de moyens. En même temps, certains vous soutiennent tandis que chez d'autres ce comportement suscite de l'incompréhension. Le temps en général éclaircit les choses. Par exemple, à Belfort, les gens n'ont pas compris sur le coup ma démission au moment de la guerre du Golfe. Sans doute peuvent-ils mieux la comprendre aujourd'hui.

La ressource intellectuelle

Pour faire de la politique dignement, il faut défendre des idées que l'on croit justes. Cela passe par un investissement intellectuel collectif. On est plus intelligent à plusieurs que tout seul. J'ai toujours eu cette capacité à fédérer autour de moi des compétences de qualité. Il faut pour cela une certaine exigence intellectuelle et une certaine rectitude et aussi incarner quelque chose à un moment donné. Je pense que j'ai incarné une conception républicaine que la gauche pouvait signifier et apporter à la France.

Le Ceres était un think-tank composé de jeunes gens de 20 à 25 ans dont beaucoup sortaient de l'ENA ou de l'X. Son premier opuscule sur les nationalisations publié en avril 1968 avait pour thème la gauche et la politique industrielle. Et quatorze ans plus tard, la gauche au pouvoir conduisait son programme de nationalisations. Cela prouve que les idées anticipatrices peuvent cheminer. Par la suite j'ai créé un club, République moderne, en lettre mensuelle. Et il y a cinq ans, j'ai fondé une fondation, Res Publica. Celle-ci a une production intellectuelle abondante. Elle doit en être à son quarantième cahier sur des sujets extrêmement variés qui vont de l'école à l'Allemagne, la Russie, l'Onu, le décollage du Maghreb, l'instruction civique. Du Ceres à Res Publica, les ressorts sont les mêmes : les participants apportent leur contribution parce

“Pour faire de la politique dignement, il faut défendre des idées que l'on croit justes. Cela passe par un investissement intellectuel collectif”

qu'ils ont envie d'agir et de s'inscrire dans une perspective. Mon ancrage local au territoire de Belfort est tout aussi essentiel. J'ai été élu député du Territoire de Belfort en 1973 - cela fait 38 ans - et mon mandat de sénateur court jusqu'en 2014. C'est dire combien je me suis puissamment investi dans la destinée de ce territoire. Sans lui, ma vie politique, singulièrement depuis que je suis sénateur, n'aurait pas le même intérêt. *“Même mort, je reviens !”* J'ai fait mienne cette devise latine depuis mon coma. Pour survivre en politique, l'essentiel est d'être en harmonie avec soi-même, avec ce que l'on croit, et avoir des convictions. Des convictions non pas figées - mes grands-parents m'en ont forgé de fortes que je renie pas - mais avec la volonté de comprendre le monde dans lequel on est et non pas tel qu'on voudrait qu'il soit. Mes analyses, je les ai puisées à la fois à la tradition républicaine, à Jaurès, à l'analyse de Marx - je dis bien à l'analyse, pas au prophétisme. Un creuset que je ne récus pas car encore aujourd'hui, ces grilles de lecture m'ont paru assez sûres. Il convient bien sûr de toujours essayer de se perfectionner et d'actualiser ses interprétations. Les cahiers de Res Publica y contribuent.

L'Europe, l'Allemagne

Je ne suis pas en campagne. Ces élections n'ont pas à mes yeux beaucoup de signification. Le Parlement de Strasbourg est une institution fantôme qui ne forme aucune volonté générale. Les députés s'y expriment trois minutes tour à tour. C'est plutôt un alibi pratique qu'un outil de démocratie. J'observe que dans la vie politique française, personne n'a pu faire prospérer un succès à ces élections. Ni Le Pen, ni de Villiers, ni Pasqua, ni Tapie. C'est une

“Le Parlement de Strasbourg est une institution fantôme qui ne forme aucune volonté générale”

élection où chaque force politique mesure son influence. Cela permet aussi d'investir à Strasbourg les recalés du suffrage universel. Qui connaît le nom de son député européen ? On a prétendu rapprocher les députés européens des électeurs en découplant la France en cinq grandes régions, on les en a encore davantage éloignés. C'est pourquoi mon mouvement ne concourt pas à ses élections. Pour ma part, je voterai blanc. Les relations entre la France et l'Allemagne sont un sujet très ancien et très difficile ; force est



“On veut me faire passer pour un soutien inconditionnel de Saddam Hussein. Cela relève de procédés de propagande auxquels se heurtent tous ceux qui se mettent contre le flot dominant.”

de constater que les rapports franco-allemands ne sont jamais spontanément au beau fixe. A amener ces deux peuples contigus à travailler ensemble est une tâche à renouveler en permanence. Il faut qu'ils se persuadent l'un l'autre qu'aucun d'eux ne peut dominer l'Europe d'une manière ou d'une autre, soit par la diplomatie, la technologie ou l'industrie. Et que l'ère du leadership européen est close. Conscients de leur solidarité de destin, Français et Allemands peuvent ensemble impulser une grande politique européenne. Trop souvent, il y a d'un côté une certaine arrogance ou de l'autre une certaine suffisance qu'il faut surmonter. Le traité de Lisbonne va avoir des conséquences dommageables. Il va créer un déséquilibre durable entre la France et l'Allemagne, cette dernière disposant d'un tiers de voix supplémentaires au Conseil européen. Cela rompt les équilibres fondateurs établis en 1951 par les pères fondateurs - l'exacte parité des votes entre les deux pays quoi qu'il puisse arriver. Il s'agit pour le coup d'une véritable rupture.

Quant à la réintégration de la France dans l'Otan, c'est une erreur.

L'Otan, l'Irak

Intégrer l'Otan ? Personne ne nous demandait de prendre cette décision. Elle va nous entraîner dans des guerres qui ne seront pas les nôtres, comme par exemple l'affaire d'Afghanistan. Cela correspond à un tropisme de la politique américaine, l'élargissement vers l'Est. Je fais tout à fait crédit aux initiatives prises ou à venir de Barack Obama. Mais sa présidence ne sera qu'un moment de l'histoire, alors que l'alliance de l'Otan perdure depuis 1949. La distance marquée par le général de Gaulle aurait dû être conservée. Quant à l'intégration ou pas de la Turquie, elle est d'abord une affaire européenne et on aimerait bien que les limites de l'Europe soient fixées par les Européens eux-mêmes, et non pas par les Américains. Je suis très américanophile et le peuple américain est très hospitalier. Mais l'administration américaine, c'est autre chose. Elle mène une politique qui vise à dominer le monde et les Etats-Unis n'ayant plus les moyens de le dominer, ils ont besoin d'auxiliaires qu'ils viennent chercher en Europe ou ailleurs. Obama a bien compris que l'Amérique vivait au-dessus de ses moyens. J'attends de voir comment il va réussir à sortir son pays du guépier moyen-oriental.

L'Irak est un pays composite, une sorte de Grand Liban. Saddam Hussein avait un régime qui se voulait laïque, par rapport à un

“Les Etats-Unis n'ayant plus les moyens de dominer le monde viennent chercher des auxiliaires en Europe et ailleurs”

environnement plus fondamentaliste. En écrasant l'Irak, on a ouvert la voie aux fondamentalistes. Al Qaida ne se serait pas développé si les troupes américaines ne s'étaient pas installées durablement en Arabie Saoudite. Par ailleurs on a redonné un rôle prédominant à l'Iran dans la région. Etait-ce très intelligent ? Saddam Hussein avait proposé au Russe Primakov - j'ai encore le télégramme - que son armée évacue le Koweït et son remplacement par des troupes arabes. Proposition sans suite. Or les responsables politiques doivent pouvoir porter un jugement sur une situation. Si l'on pouvait sortir pacifiquement de cette situation, c'était cent fois préférable plutôt que d'ouvrir la voie à la famine, à l'encagement et au final à l'invasion du pays et à son explosion. Disant cela, on veut me faire passer pour un soutien inconditionnel de Saddam Hussein. Cela relève de procédés de propagande auxquels se heurtent tous ceux qui se mettent contre le flot dominant.

L'Etat, les élites, la jeunesse

Sarkozy cite souvent le cas d'Alstom. Pourquoi ne pourrait-on pas imaginer que l'Etat prenne des participations stratégiques dans des secteurs absolument stratégiques ? On ne peut pas faire l'impasse sur une politique industrielle à moyen terme. Je crains que l'on cherche à changer les choses pour que rien ne change. Aujourd'hui, il faut penser les nouvelles formes d'énergie, une économie sans effet de serre qui permette de nourrir la planète. Dans ce domaine de l'éducation, il y a tout à faire et à refaire dans notre pays. Je m'inquiète beaucoup du déclin des filières scientifiques. Car l'avenir d'un pays se dessine par la science. Il est question paraît-il de supprimer la filière S. Complètement stupide. On encourage les jeunes à faire des métiers qui ne préparent pas l'avenir du pays. Les projets individuels sont déconnectés d'une ambition collective. Or l'un ne va pas sans l'autre. Il n'y pas d'épanouissement individuel s'il n'y a pas en même temps de succès collectif. Le manque de patriotisme des élites m'alarme. De même que les progrès de la démagogie à tous les niveaux, cette idée répandue

“Le manque de patriotisme des élites m'alarme. De même que les progrès de la démagogie à tous les niveaux, cette idée répandue que tout à chacun a droit à tout”

que tout à chacun a droit à tout : les uns ont droit aux parachutes dorés et les autres à des pensions de retraite revalorisées *ad vitam eternam*. Or cela ne marche pas comme cela. On oublie de mettre l'accent sur l'intelligence, la production, l'industrie, la technologie et la compréhension du monde. Pour la France et l'Europe, ce monde-là n'est pas facile car nous rapetissons à toute vitesse. Le concept de nation républicaine a été sapé méthodiquement. Ce faisant, on sape le civisme et c'est le règne du chacun pour soi. Nous sommes à un moment de l'esprit public où l'esprit national a été considérablement dévalué. Cela vient de très loin. On a connu cela pendant l'entre-deux-guerres, sous Vichy et la collaboration.

Bio express

Parcours national tourmenté



Jean-Pierre Chevènement est né le 9 mars 1939 à Belfort. Sorti de l'ENA, il adhère à la SFIO en 1964 et fonde avec d'autres en 1966 le Ceres qui deviendra un des principaux courants du PS à partir du congrès d'Épinay de 1971. Pendant ce temps, JPC est élu député aux élections législatives de 1973 à 1997, et en 2000, dans le Territoire de Belfort. De même il a été maire de Belfort entre 1983 et 2007. Ministre de la Recherche sous Pierre Mauroy, il refuse de participer au troisième gouvernement pour s'opposer au “tournant libéral” du PS. Ministre de l'Éducation nationale sous Laurent Fabius puis ministre de la Défense sous Michel Rocard, il démissionne en 1991 pour s'opposer à la guerre des Etats-Unis contre l'Irak. En 1992 il quitte la direction du PS afin de faire campagne pour le non au traité de Maastricht. Il fonde en 1992 le Mouvement des citoyens (MDC) et démissionne du PS. Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Lionel Jospin, il démissionne en 2000 pour s'opposer au processus de Matignon visant à donner le pouvoir législatif à la Corse. Candidat à l'élection présidentielle de 2002, il obtient 5,33 %. Il devient président de la Fondation de recherche Res Publica.

J.T